

Propos sur la défense

En ce 8 mai 2011, journée symbolique d'une victoire par les armes sur les Etats totalitaires et l'annonce d'une mise en bataille de la majorité au pouvoir pour les prochaines élections présidentielles, il apparaît utile de commencer à mettre en ligne au fur et à mesure les propositions des partis politiques sur la défense nationale pour les prochaines élections présidentielles.

Ce projet du parti socialiste paraît bien léger et insignifiant (une page sur un document de 52 pages). Certes ce semblant de programme de début avril 2011, n'ayant pas ou prendre en compte les révoltes du monde arabe, plaide « **pour le rapprochement de nos outils de défense, avancée pratique vers une véritable Europe de la défense** » (P16), appelle à une « **refonte globale de notre politique de défense et de sécurité, conforme à nos valeurs et à nos intérêts** », la création d'un « **pilier** » européen, ne remet pas en cause « **la légitimité d'une dissuasion nationale indépendante** », appelle à agir « **contre les origines du terrorisme** ». Il évoque aussi « **une mise à disposition de l'ONU de moyens militaires d'intervention et civils substantiels et permanents** », seule proposition concrète ou presque. « L'efficacité » de l'ONU en RCI montred 'ailleursque ce choix est à nouveau peu pertinent.

Et maintenant ?

Le programme de 2007 que nous avons étudié en 2007 ([analyses défense 2007](#)) dans les lettres DR et les travaux de la [fondation Jaurès](#) étaient beaucoup plus consistants.

Qui des engagements financiers pour remplir les missions ? Quid du format des armées avec, par exemple, une armée de terre aujourd'hui à terme de 97 000 soldats ? Quid d'une industrie d'armement performante ? Quid de l'autonomie de décision et donc d'action si la France en décide bien que les réponses soient dans le texte : mandat impératif de l'ONU, mutualisation européenne (cf. à nouveau la Libye où certaines nations refusent de s'engager) donc abandon de fait de compétences ou de capacités ? Quid concrètement de la condition militaire et de la communauté de défense aujourd'hui ? Certes la réforme de la carte militaire est contestée. Sera-t-elle remise en cause ? Sûrement (...) comme d'habitude pour faire plus avec moins. Quant au manque de considération porté aux militaires, la gauche au pouvoir en a-t-elle montré plus hier que la droite ? Sûrement si l'on se réfère à l'attitude du président actuel vis-à-vis des militaires. Autrement pas vraiment. Quid enfin des relations entre l'armée et la nation ? Propose-t-elle une avancée avec une modification par exemple des droits des militaires en leur permettant de se présenter à des élections locales dans les mêmes conditions que les fonctionnaires civils ?

Ce programme n'apporte donc rien aujourd'hui qui justifie un soutien de la communauté de défense (300 000 militaires, leurs familles, les associations), à ce projet pris dans sa seule compréhension de la sécurité extérieure de la France. A se demander s'il y a effectivement des experts de la défense dans ceux qui ont rédigé ces orientations ou bien s'ils ont seulement été écoutés ?

ILS ONT DIT....

LES PROPOS DU PARTI SOCIALISTE POUR LA DEFENSE POUR 2012

(...) 5.2 Garantir notre sécurité

Dans un monde où les menaces se diversifient, les inégalités, la pauvreté et les frustrations s'accroissent, la politique menée depuis 2007 concourt à affaiblir notre outil de défense : hypercentralisation à l'Elysée de décisions souvent mal préparées, alignement atlantiste sans avancée européenne, manque de considération pour les personnels militaires et civils, repli sur soi industriel. Nous proposons une refonte

globale de notre politique de défense et de sécurité, conforme à nos valeurs et à nos intérêts. La construction d'une Europe de la défense sera notre priorité.

Concernant les interventions extérieures, la France fait exception parmi les grandes démocraties en engageant ses forces armées sans débat préalable devant le Parlement. Nous réformerons la Constitution afin que, sauf circonstances exceptionnelles, le Parlement soit obligatoirement consulté.

5.2.1 La France et l'OTAN

Nous évaluerons précisément les effets concrets de la décision de réintégrer la France dans l'OTAN et nous la réexaminerons avec comme priorité une coopération militaire accrue au sein de l'Union avec la constitution d'un « pilier » européen. Dans une réflexion plus globale sur l'avenir de l'Alliance atlantique, nous nous attacherons à ce que ses missions soient ramenées à son but premier – la préparation de la défense collective – et à ce que l'Europe puisse prendre la place qui lui revient dans l'organisation de la défense de son territoire, ce qui exclut tout élargissement inconsidéré.

5.2.2 Une nouvelle dynamique pour l'Europe de la défense

La France et l'Allemagne devront donner l'impulsion pour un nouvel élan à l'Europe de la défense en proposant des initiatives ouvertes à tous les partenaires volontaires. Concrètement, nous proposerons le **renforcement de l'Agence européenne de défense, dont le potentiel de rationalisation des moyens n'a pas encore été véritablement exploité**, en particulier sur trois aspects :

- nous plaiderons pour la **mise en place d'une structure solide de planification et de commandement**.
- Nous défendrons en parallèle **une mutualisation de moyens et le développement de capacités concrètes et autonomes** à remplir des missions communes, comme la surveillance aérienne, spatiale et maritime.
- Enfin, nous proposerons à nos partenaires de faire de l'Agence européenne de défense une instance d'impulsion (financement de la recherche), de préparation (mutualisation de l'expertise technique et technologique) et de mise en oeuvre des programmes pouvant être réalisés en coopération par **l'industrie européenne de défense**, élément clé d'une autonomie stratégique et d'une maîtrise européenne des technologies de l'avenir.

5.2.3 Agir en faveur du désarmement

Sans remettre en cause la légitimité d'une dissuasion nationale indépendante tant que subsistent d'autres arsenaux nucléaires, la France, saisissant l'opportunité historique créée par les orientations du Président Obama, défendra **un désarmement nucléaire universel, progressif, négocié et efficacement contrôlé**. Nous prendrons en particulier des

initiatives afin de relancer les négociations pour un traité d'interdiction de la production de matières fissiles à usage militaire.

Nous proposerons également des règles plus strictes pour limiter la prolifération des armes légères qui se répandent à cause du délitement des sociétés et font le lit des économies mafieuses.

5.2.4 Mener une lutte résolue contre le terrorisme

La France et l'Europe sont particulièrement vulnérables au terrorisme. Parce que nous sommes perçus comme une partie de l'Occident. Parce que notre société est, par tradition, ouverte et soucieuse des libertés d'aller et venir. Parce que les terroristes agissent souvent de manière aveugle. Pour combattre la menace terroriste, outre l'indispensable coopération internationale, nous proposons une double stratégie :

- nous défendrons le **développement d'un dispositif moderne de protection du territoire**, y compris par des moyens de renseignement humain et technique permettant, dans le respect du droit, la détection précoce des menaces émergentes.
- Parallèlement, au Sahel, dans le Golfe, en Afghanistan notamment, nous agirons **contre les origines du terrorisme** en nous concentrant sur les foyers de tensions, de haines et de frustrations qui le nourrissent. Cela passe en particulier par l'aide au développement des pays qui abritent et souvent subissent des organisations terroristes, ainsi que par le soutien aux aspirations démocratiques des peuples.